

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/2031/Add.10
10 septembre 1951
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 20

RAPPORT DU COMITE CHARGE DU PROJET DE CONVENTION
RELATIVE A LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Suggestions et observations des Gouvernements
concernant le projet de convention

XIX. Birmanie

1. Le projet de convention, dans son ensemble, peut être considéré comme un sérieux effort de l'Organisation des Nations Unies en vue de répondre à la nécessité de la liberté de l'information, née de la dernière guerre mondiale et, à ce titre, il mérite la plus grande attention, notamment de la part de ceux qui participent à ce mouvement. Les buts de la convention sont explicitement énoncés dans le préambule, qui déclare, entre autres, que "en vue d'atteindre ces objectifs, les moyens d'information ne doivent être soumis à aucune pression ni contrainte" et que "ces moyens d'information, du fait qu'ils exercent une influence sur l'opinion publique, assument une grande responsabilité devant les peuples du monde".
2. L'objet principal de la convention ressort des articles 1 et 5, qui disposent ce qui suit :

Article premier

Sous réserve des dispositions de la présente Convention :

- a) Tout Etat contractant garantira à ses ressortissants et à ceux des ressortissants des autres Etats contractants qui se trouvent légalement sur son territoire, la liberté de rechercher, de recevoir et de transmettre, sans distinction de frontières, des informations et des opinions sous une forme orale, écrite, imprimée ou illustrée, ou par des procédés visuels ou auditifs licites, sans intervention de la part du gouvernement;
- b) Aucun Etat contractant ne réglementera ni ne contrôlera l'emploi ou la possibilité d'utilisation de l'un quelconque des moyens de communication mentionnés à l'alinéa précédent d'une manière qui implique à l'égard de ses propres ressortissants ou des ressortissants d'un autre Etat contractant qui se trouvent légalement sur son territoire, une discrimination fondée sur des considérations d'ordre politique ou sur leur race, leur sexe, leur langue ou leur religion.

Article 5

Chacun des Etats contractants encouragera l'établissement et le fonctionnement sur son territoire d'une ou de plusieurs organisations non officielles de personnes dont l'activité consiste à répandre des informations et des opinions dans le public; ce qui incitera ces personnes à se conformer à des règles élevées de conduite professionnelle, notamment à l'obligation morale de rendre compte des faits sans parti pris, sans les séparer artificiellement des circonstances qui les entourent, de les commenter sans intention malveillante et, de ce fait :

- a) A faciliter la solution des problèmes économiques, sociaux et humanitaires qui se posent dans le monde, par le libre échange des informations relatives à ces problèmes;
- b) A contribuer à faire respecter sans discrimination les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

- c) A aider à maintenir la paix et la sécurité internationales;
- d) A faire échec à la diffusion de nouvelles fausses ou déformées qui blessent la dignité nationale des peuples, qui développent la haine ou le parti pris contre d'autres Etats ou contre des personnes ou des groupes humains de race, langue, religion ou convictions philosophiques différentes;
- e) A combattre la propagande belliciste sous toutes ses formes.

Ces deux articles visent à conférer à ceux dont l'activité consiste à recueillir et à répandre des informations, des privilèges si étendus qu'aucun pays conscient de ses responsabilités ne se jugera normalement en mesure de les accorder sans nuire à ses intérêts. Les membres du Comité avaient prévu cette situation car d'autres articles du projet de convention contiennent des garanties. Ces garanties figurent aux articles 2, 3, 4, 6, 7, 9 et 11.

3. Un examen attentif de ces dispositions révèle certaines imperfections, constituées par des privilèges et des limitations qui ne sont pas compatibles. C'est ainsi que l'article premier interdit la discrimination "fondée sur des considérations d'ordre politique", tandis que l'article 2 permet une limitation du privilège lorsqu'il s'agit de "la protection de la sécurité nationale". Il sera difficile de décider où finit "la protection de la sécurité nationale" et où commencent les "considérations d'ordre politique". Cela ne résoudra aucun problème et ne servira qu'à susciter des controverses et à provoquer d'autres discriminations et des conséquences désagréables.

4. L'article 5 stipule que chacun des Etats contractants "encouragera l'établissement et le fonctionnement d'une ou de plusieurs organisations non officielles de personnes dont l'activité consiste à répandre des informations et des opinions dans le public, ce qui incitera ces personnes à se conformer à des règles élevées de conduite professionnelle, notamment à l'obligation morale de rendre compte des faits sans parti pris, sans les séparer artificiellement des circonstances qui les entourent et de les commenter sans intention malveillante". Il est difficile de définir "des règles élevées de conduite professionnelle" lorsqu'il s'agit de

la profession de journaliste et des professions connexes et on ne peut jamais garantir qu'une personne employée à ce travail observera toujours ces règles. Si tel était le cas, il n'y aurait jamais eu de "fuites" de secrets atomiques ou budgétaires. Cet article énonce, en outre, "l'obligation morale de rendre compte des faits sans parti pris, sans les séparer artificiellement des circonstances qui les entourent et de les commenter sans intention malveillante". Il faut admettre l'obligation morale de rendre compte des faits et de les commenter, mais il est douteux que ces commentaires soient toujours sans parti pris et sans intention malveillante. Ce qui semble vrai d'une certaine personne peut, après tout, se révéler faux et, lorsqu'il s'agit d'intentions, c'est toujours là une affaire d'appréciation. D'ailleurs, il ne faut pas oublier qu'un préjudice est un préjudice, qu'il ait été commis intentionnellement ou non. La disposition relative à "la protection de la sécurité nationale", à l'article 2, s'en trouve également viciée.

5. L'article 5 mentionne, comme l'un de ses objectifs, "aider à maintenir la paix et la sécurité internationales". Nous n'avons pas d'objection à formuler contre cette disposition, en tant que telle, mais nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'on ne peut séparer la paix internationale de la paix nationale, car l'histoire nous enseigne que, dans le monde entier, et à toutes les époques, les difficultés sont nées de la rupture de la paix à l'intérieur des divers pays. La première guerre mondiale a été due à l'absence de paix intérieure dans les pays de l'Europe centrale et la deuxième guerre mondiale a été provoquée par des conditions analogues en Allemagne et en Italie. Il ne faudrait pas négliger la question de la paix intérieure, surtout dans le cadre de cette convention, car la diffusion de renseignements et d'opinions joue un grand rôle dans l'édification ou la destruction de la paix, nationale ou internationale. C'est pourquoi nous recommanderions que la convention envisagée accorde à la paix intérieure la place qui lui revient.

6. Toutefois, ce qui importe le plus, dans l'ensemble, c'est l'exacte interprétation des dispositions de la convention. Ainsi, l'article 11 dispose qu'"en temps de guerre ou de danger public, tout Etat contractant peut prendre des

dispositions, dérogeant dans une mesure strictement limitée par les exigences de la situation, aux obligations que lui impose la présente Convention." Mais qu'est-ce qui constitue, exactement, "un danger public" ? Et qu'est-ce, exactement, qu'"une mesure strictement limitée par les exigences de la situation"? Ces notions seront interprétées de diverses façons par des personnes différentes; elles risquent de provoquer des controverses et d'entraîner des complications. L'interprétation pourra être fixée ultérieurement par les autorités compétentes et les différends pourront être réglés, mais, à ce moment-là, les dommages seront peut-être devenus irréparables, ce qui irait à l'encontre du but principal de la convention. Il est donc de la plus haute importance que la convention soit aussi explicite que possible, afin de réduire au minimum la nécessité d'une interprétation ultérieure.